



**FEDERATION GENERALE DES  
FONCTIONNAIRES  
FORCE OUVRIERE**

46, rue des Petites Écuries – 75 010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 – Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : [contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) – Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

---

*Monsieur le Préfet de Région,*

*FORCE OUVRIERE tient à vous exprimer ses positions et revendications quant à l'objet de la réunion de ce jour.*

*Cette déclaration est faite au nom de toutes les unions départementales FO compétentes dans les départements concernés par cette réunion.*

*Ces positions et revendications sont celles qui ont été définies lors de notre congrès confédéral à Tours, en Février 2015.*

*Elles sont celles de notre fédération Générale des Fonctionnaires FORCE OUVRIERE qui organise les fonctionnaires de l'État.*

## **Déclaration**

Les réformes touchant les services déconcentrés se succèdent et se multiplient, après la RGPP, la MAP, la Réate ou bien encore l'EPAisation de services entiers, VNF, CEREMA, ARS, etc.

Aujourd'hui, le Gouvernement profite de l'opportunité fournie par la réforme territoriale (loi du 15 janvier 2015) pour remettre profondément en cause l'organisation des services de l'État. La pression de la politique économique et budgétaire d'austérité en constitue un moteur essentiel.

Le tout dans un calendrier extraordinairement contraint et au détriment d'un dialogue social pourtant si souvent invoqué.

Puis suivra la loi NOTRe en cours d'examen au Sénat qui viendra achever la réforme en répartissant notamment les compétences entre l'État et les différents niveaux de collectivités qui survivront à cette réorganisation.

La réforme de l'organisation territoriale de l'État en région et la revue des missions de l'État apparaissent comme un plan de fusion des directions et services régionaux et une mutualisation des moyens à grande échelle.

FORCE OUVRIERE réaffirme son opposition à cette réforme, qui ne manquera pas d'engendrer de nouveaux risques psychosociaux pour les agents.

Cette réforme menace clairement l'égalité de droit républicaine et la présence de proximité des services publics.

Face à ce projet, et aux bouleversements qu'il va générer sur la vie des agents de la fonction publique FORCE OUVRIERE exige le respect du Statut général et des statuts particuliers, de même que la capacité pour chaque ministre et ministère d'organiser ses services et de mettre en adéquation les missions et les moyens.

FORCE OUVRIERE rejette et condamne :

toute mutualisation des services éloignant le service public du citoyen et accentuant la désertification des départements

toute hypothèse de fusion de services régionaux ministériels

l'interministérialité à marche forcée niant les spécificités des ministères, des missions et des agents

une éventuelle gestion régionale interministérielle des agents publics (mobilité, promotion, etc.)

FORCE OUVRIERE rappelle que le service public est le garant de la cohésion sociale et porte les valeurs républicaines et à ce titre doit être présent partout sur le territoire.

Limoges le 5 juin 2015

